

DISCUSSION DELIB 55

Le Maire : « Questions ou commentaires ? Monsieur JAMMET d'abord, puis Monsieur MARIOJOULS ensuite. »

Monsieur JAMMET : « Oui, Monsieur le Maire, si j'ai bien compris, on aide les promoteurs à lancer leurs opérations en garantissant aux banques que leurs crédits seront solvables. Moi, je ne partage pas cette orientation. Si les promoteurs construisent et vendent, c'est qu'il a été organisé une véritable pénurie de logements sociaux sur la ville, qui jettent tout simplement dans leurs bras ou dans les bras des propriétaires, qui ensuite vont louer à des locataires, c'est notamment beaucoup le cas dans la ZAC des Bords de Seine, qui jettent dans leurs bras, je disais, des centaines de locataires actuels qui n'ont pas d'autres choix. Je veux d'ailleurs ici rappeler que les conditions de l'ANRU, c'est-à-dire, 260 000 € de fonds publics pour détruire un peu plus de mille logements dont 700 seulement seront reconstruits à Mantes-la-Jolie et dans les communes environnantes. Et je crois quand on lit les déclarations scandaleuses de l'ex Premier Adjoint de Gargenville ou du Maire de Bonnières se vantant de refuser toute attribution à un locataire provenant du Val Fourré alors que ces logements sont justement financés par l'ANRU dans le cadre de la reconstitution de l'offre de logements sociaux, je crois qu'on a de quoi s'inquiéter sur une véritable tentative d'épuration sociale à l'échelle de toute la région. Voilà la raison pour laquelle je continue à me prononcer pour un rééquilibrage et pour produire des logements sociaux de qualité. Ça ne veut pas dire des tours, ça veut dire des changements de statuts de logements y compris dans les quartiers qui n'en bénéficient pas actuellement ou qui en ont peu, je pense au centre ville et à une partie de Gassicourt. Je crois que l'on peut avancer dans ce sens là et qu'on arrête de garantir aux promoteurs des profits au détriment de l'intérêt des Mantaises et des Mantais et de leur droit au logement. »

Le Maire : « Qui avait demandé la parole ? C'est Monsieur MARIOJOULS. »

Monsieur MARIOJOULS : « Oui, Monsieur le Maire, j'ai quand même l'impression qu'on est dans la pleine confusion, on marche quelque part sur la tête et c'est bien compliqué de comprendre comment fonctionne ce marché de logements. Elle est intéressante la manière dont vous présentez les choses dans votre délibération, le, « c'est pourquoi », ce pourquoi vous faites ce que vous faites, les banques réclament toujours des réservations au moins égales à 50 % du programme. Avant, si ma mémoire est bonne, c'était 25 ou 30 %, on est passé à 50 %. Pour ne prendre qu'un exemple, la BNP, elle a reçu 8 ou 9 milliards du Gouvernement. On a appris ce matin que leurs dirigeants ont vendu leurs stocks options, c'est plusieurs centaines de milliers d'euros qu'ils ont récupérés en spéculant. Je veux dire on marche sur la tête. Alors autant votre plan logement, c'est-à-dire qui consiste à dire il y a un vrai problème, le problème c'est qu'il n'y a pas assez de logements et donc tout est bon pour lancer la production de logements, j'y adhère. On va voter oui à cette délibération, je répète on va voter oui à cette délibération parce qu'à la clé il y a la construction de logements et en même temps prenez conscience du merdier dans lequel on est. Ce n'est pas possible de continuer comme ça, ce n'est pas possible d'avoir votre Gouvernement parce que, pour le coup, ce n'est pas notre Président de la République, c'est votre Gouvernement qui prend des décisions aussi absurdes. On donne des milliards aux banques pour faire un boulot, elles ne

le font pas et c'est vous qui venez nous proposer une délibération parce que les banques faillissent. Il y a quelque chose qui ne va pas dans cette histoire. Alors après on est tellement dans la confusion que ça y ait, des permis de construire qui s'échangent entre le privé et le public, on ne comprend plus rien, on ne voit pas quelle est l'orientation de la politique globale. Donc vraiment, vraiment, on est dans l'absurde et on s'éloigne, si on ne maîtrise pas le marché, on va s'éloigner de la résolution des problèmes, voilà. Alors je répète, et tout le monde ici est d'accord, je pense, pour le dire, le logement ça doit être la priorité numéro un. Donc il va falloir s'y atteler autrement que de la manière dont vous le faites, en particulier en soutenant des décisions débiles prises au niveau du Gouvernement. »

Le Maire : « Bien, merci Monsieur MARIOJOULS. Je dois vous dire, même si nous n'allons pas traiter de politique nationale ici, comme vous le savez, forcément cette crise, comme tout le monde parle, est une crise financière avant d'être une crise qui s'est transmise du secteur de la finance à l'ensemble des secteurs. Alors je ne vais pas revenir sur ce que les banques ont comme règles de ratios de couverture de risques, vous voyez ça devient compliqué et ce que sont les différentes règles qu'il y a mais je pense que s'il n'y avait pas eu de plan de soutien l'économie serait dans des situations dramatiques, qu'il y ait ensuite des choses, d'abord elle ne commencerait pas à montrer les prémisses d'un redémarrage. Qu'il y ait ensuite des choses... ».

Monsieur MARIOJOULS : « Il n'y a pas de plan de soutien, Monsieur le Maire, arrêtez... ».

Le Maire : « Monsieur MARIOJOULS, qu'il y ait ensuite des choses à continuer, à faire évoluer, c'est un autre sujet mais en tout cas, en la matière, parce que vous l'avez dit fort justement tout à l'heure, il est vrai que les banques exigeaient 25 % à 30 % de réservation pour pouvoir débloquent les crédits promoteurs et maintenant elles ont augmenté le taux des réservations, ce qui a pour conséquence tant que les promoteurs n'arrivent pas à ce niveau de réservation, elles n'ont pas les crédits qui leur permettent d'engager les constructions et comme ça prend un certain temps avant d'y arriver, à ceux qui ont commencé à réserver au départ, évidemment se désistent ensuite parce que... ».

Monsieur MARIOJOULS : « C'est scandaleux. »

Le Maire : « Mais Monsieur MARIOJOULS, écoutez-moi. Lorsque vous avez réservé quelque chose, vous ne l'avez pas réservé pour pouvoir l'acquérir dans quatre ou cinq ans. Donc fort de ça, et d'ailleurs c'est quelque chose que nous avons déjà délibéré sur le même principe il y a quelques mois de ça et on a vu comment finalement, à un certain moment, on n'avait même pas besoin de se servir de la chose tant le déblocage de la situation avait permis d'accélérer et c'est là où la chose est positive, d'accélérer, la réalisation de logements que vous soulignez d'ailleurs, et je vous en remercie de l'avoir fait, mais qui permet également de débloquent de l'emploi puisqu'il faut bien des emplois et du bâtiment, secteur touché, pour pouvoir construire ce site. Voilà pourquoi je suis satisfait de cela. Alors maintenant juste un commentaire à ce qu'a dit Monsieur JAMMET et très rapidement parce que l'heure tourne. L'ANRU prévoit explicitement pour tout logement détruit, il y a un logement reconstruit. Alors évidemment ensuite on peut avoir ici ou là quelques commentaires sur ce que font certaines communes mais rappelez-moi les deux Maires que vous m'avez cités, ce ne sont pas des Maires de Gauche, Monsieur JAMMET, à Bonnières et à Gargenville ? Je vois que

c'est une drôle façon de fonctionner. En tout cas à Mantes-la-Jolie on ne fonctionne pas du tout comme ça, je voulais que vous le sachiez, que vous l'entendiez, mais j'imagine qu'auprès de vos amis vous serez mieux que moi leur rappeler qu'il y a certainement des commentaires dont ils devraient se dispenser. Y a-t-il des oppositions ? ».

Monsieur JAMMET : « ...inaudible... ».

Le Maire : « Non, non je ne vous pose pas des questions, tout le monde connaît la réponse, sur la couleur politique tout le monde connaît la réponse. Non, vous avez posé une question et j'ai apporté la réponse.... ».

Monsieur JAMMET : « Je veux dire tout simplement que, si ce n'est pas le cas pour vous, pour moi l'intérêt des Mantaises et des Mantais passe avant toute considération politique, voilà. Ca vous embête. »

Le Maire : « Ca ne m'embête pas, vous voyez d'ailleurs. Je dis simplement que certains pourraient progresser. Sur ce, et puisque tout le monde a bien compris... que d'ailleurs vous n'avez pas dû les choisir par hasard indépendamment à ce que sont vos rapprochements ou autre chose, j'imagine que vous ne les avez pas saisis par hasard. Y a-t-il des oppositions ? Des abstentions ? Ne prennent pas part au vote ? C'est donc adopté. »